



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.46/09

6 mai 2014

---

Réunion du Conseil du FEM

25-27 mai 2014

Cancún, Mexique

Point 08 de l'ordre du jour

## **POLITIQUE DE COFINANCEMENT**

**Décision recommandée du Conseil**

Ayant examiné le document GEF/C.46/09, intitulé *Politique de cofinancement*, le Conseil, approuve le projet de politique figurant à l'annexe 1 du document. Le Conseil demande la collaboration des pays bénéficiaires, des Agences partenaires du FEM et du Secrétariat dans l'application des dispositions de la Politique. Cette nouvelle politique remplace et annule la politique de cofinancement de mai 2003 exposée dans le document du Conseil GEF/C.20/6/Rev.1, *Cofinancement*.

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	2
Politique et pratiques actuelles de cofinancement.....	3
Approche de cofinancement durant FEM-6 .....	3
Principales clarifications à la Politique .....	6
Mise en œuvre.....	7
Annexe 1 : Projet de politique de cofinancement.....	8
Annexe 2 : Données relatives au cofinancement.....	15

## INTRODUCTION

1. Le présent document donne suite à une recommandation de politique issue des négociations entourant la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM (FEM-6)<sup>1</sup>, voulant que « le Secrétariat du FEM, en consultation avec les entités compétentes du FEM, élabore d'ici mai 2014 une politique à soumettre Conseil, pour examen, visant à :

- a) clarifier les définitions et les approches visant à favoriser un cofinancement efficace ;
- b) indiquer pour l'ensemble du portefeuille du FEM un niveau d'ambition correspondant à un ratio de cofinancement d'au moins 6/1 (cofinancement total par rapport aux ressources totales du FEM) ;
- c) créer des attentes en vue d'un plus grand cofinancement pour les pays à revenu moyen de la tranche supérieure qui ne sont pas des petits États insulaires en développement. »

2. Les participants à la reconstitution des ressources ont reconnu « les antécédents de robuste cofinancement » du FEM et affirmé que « le cofinancement joue un rôle essentiel dans la création de solides partenariats sur le terrain ». Ils ont également reconnu « les rôles que jouent les gouvernements nationaux et le secteur privé dans la mise en place d'un important cofinancement ». Tout en soulignant que « les ratios de cofinancement présentent de hauts degrés de variabilité, aussi bien d'un projet à l'autre qu'entre les pays individuels », les participants au processus de reconstitution des ressources ont affirmé que le FEM devrait continuer de viser des niveaux élevés de cofinancement comme moyen d'accroître les retombées positives pour l'environnement et d'encourager l'adhésion des pays. Ils ont également encouragé « un plus grand cofinancement dans les pays ayant une meilleure capacité de cofinancement, comme moyen d'en accroître l'impact et d'élargir le recours à ce moyen. »

3. Le présent document propose au Conseil d'approuver une version révisée de la politique de cofinancement du FEM (ci-après appelée « Politique de cofinancement »), dont l'ébauche se trouve à l'annexe 1. La politique révisée, entre autres, clarifie la définition de « cofinancement » pour les projets financés sur les ressources de la Caisse du FEM et précise ce que doivent inclure les propositions de projets financés par le FEM aux différentes étapes du cycle de projet du FEM. Le document décrit également l'approche que doit adopter le FEM pour mobiliser un cofinancement durant FEM-6.

---

<sup>1</sup> Se reporter au document du Conseil GEF/C.46/07, intitulé *Résumé des négociations de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM*.

4. Le présent document et la politique proposée ont été élaborés au moyen d'un processus de consultation tenu avec un groupe de travail interagences<sup>2</sup>, qui a été constitué dans le cadre de discussions relatives à la rationalisation du cycle de projet. Le présent document s'inspire de l'analyse du cofinancement contenue dans le *Cinquième bilan global* et des recommandations<sup>3</sup> qui en découlent, ainsi que d'une analyse du cofinancement menée par le Secrétariat du FEM en vue de la reconstitution des ressources<sup>4</sup> pour FEM-6.

## **POLITIQUE ET PRATIQUES ACTUELLES DE COFINANCEMENT**

5. Le Conseil a approuvé une politique de cofinancement pour le FEM à sa 20<sup>e</sup> réunion en mai 2003, dont les éléments figurent dans le document GEF/C.20/6/Rev.1, *Cofinancement*.

6. Les intervenants du FEM conviennent unanimement de l'utilité du cofinancement, qui aide à majorer les ressources allouées aux projets financés par le FEM, favorise l'appropriation des projets par les pays et aide à créer un solide partenariat sur le terrain. Le cofinancement aide également à faire en sorte que le FEM contribue uniquement aux surcoûts d'un projet<sup>5</sup>.

7. Le FEM a aussi amplement fait ses preuves lorsqu'il s'agit d'attirer un haut degré de cofinancement pour ses projets. Comme l'indique le tableau 1 de l'annexe 2, les ratios<sup>6</sup> de cofinancement par portefeuille et les ratios<sup>7</sup> médians de cofinancement par projet ont augmenté considérablement depuis la fin de FEM-3. Le ratio par portefeuille a dépassé 6/1 au cours des dernières périodes de reconstitution des ressources.

## **APPROCHE DE COFINANCEMENT DURANT FEM-6**

8. Le FEM rajustera son approche de cofinancement durant FEM-6, conformément aux décisions prises par les participants à la reconstitution des ressources pour FEM-6, qui souhaitent clarifier la définition et les méthodes du cofinancement, viser un niveau

---

<sup>2</sup> Le groupe de travail était composé de représentants des dix agences du FEM, du Secrétariat du FEM, du WWF-US et du Bureau d'évaluation indépendante du FEM.

<sup>3</sup> *Final Report of the Fifth Overall Performance Study of the GEF: At Crossroads for Higher Impact*, document sur la reconstitution des ressources GEF/R.6/17. Les constats relatifs au cofinancement sont étayés par l'analyse contenue dans le document *OPSS Technical Document #21: Cofinancing* (18 novembre 2013) :

[http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/EO/TD21\\_Cofinancing.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/EO/TD21_Cofinancing.pdf).

<sup>4</sup> Se reporter au document sur la reconstitution des ressources GEF/R.6/19, *Strategic Positioning for the GEF*.

<sup>5</sup> Ces constats figurent parmi ceux établis dans le Cinquième bilan global.

<sup>6</sup> Montant total du cofinancement confirmé, par rapport au montant total des financements du FEM durant une période de reconstitution des ressources.

<sup>7</sup> Ratio médian de cofinancement parmi les projets individuels. Ainsi, durant la période visée par le Cinquième bilan global, le nombre de projets au ratio de cofinancement supérieur à 4,5/1 était égal au nombre de projets dont le ratio était inférieur à 4,5/1.

d'ambition de 6/1 par portefeuille dans FEM-6 et créer des attentes pour une plus forte contribution des pays à revenu moyen de la tranche supérieure et à revenu élevé. L'approche privilégie un cofinancement qui accroît l'efficacité et la durabilité de la programmation du FEM tout en renforçant les partenariats établis pour accroître les effets positifs pour l'environnement mondial.

9. Comme l'indiquent les tableaux de l'annexe 2, les principales sources de cofinancement des projets du FEM ont été les gouvernements nationaux, les Agences multilatérales et le secteur privé. Une des façons de majorer le cofinancement sera d'examiner les moyens les plus efficaces d'inciter ces trois sources à relever leur cofinancement.

10. Le dialogue avec les gouvernements nationaux représentera un important mécanisme pour les pays bénéficiaires qui cherchent à obtenir un cofinancement majoré qui correspond à leurs besoins. Au cours des dernières années, on a observé un relèvement des ressources mobilisées par les gouvernements, les institutions de développement nationales et les banques commerciales. Il serait possible de renforcer cette tendance. De plus en plus, plusieurs gouvernements nationaux souhaitent apprendre comment intégrer davantage le programme d'action environnementale à leurs plans et budgets nationaux de développement, pour mobiliser suffisamment de ressources intérieures. Ils souhaitent tout autant apprendre comment mobiliser les ressources du secteur privé. Le FEM aidera à faire en sorte que les meilleures pratiques de mobilisation des ressources vers leurs secteurs d'intérêt soient partagées parmi les pays bénéficiaires.

11. On encouragera également les Agences partenaires du FEM à contribuer au cofinancement, dans le cadre de leurs stratégies respectives d'aide/de mobilisation nationale, pour appuyer la mise en œuvre des projets financés par le FEM et la réalisation de leurs objectifs.

12. Le secteur privé subit également une rapide transformation quant à l'intégration de l'environnement comme proposition d'affaires stratégique, qui engendre des occasions supplémentaires de mobilisation des ressources. À cet égard, les stratégies et les politiques pour FEM-6 ont déjà incorporé plusieurs mesures prometteuses. Par exemple, les recommandations de politique pour FEM-6 visent à renforcer la mobilisation du secteur privé par quelques mesures ciblées. L'instrument financier hors aides directes, nouvellement introduit à titre expérimental, offrira un moyen de mobiliser des ressources du secteur privé. Une fois que l'efficacité des instruments financiers hors aides directes aura été démontrée et avérée, on s'attend à ce qu'ils servent également à l'établissement des programmes-pays financés à l'aide du Système transparent d'allocation des ressources (STAR). Les programmes pilotes basés sur l'approche intégrée offrent également l'occasion de mobiliser les ressources du secteur privé. Le fait que la nouvelle politique proposée clarifie que les ressources du secteur privé mobilisées durant la mise en œuvre des projets seront considérées comme un cofinancement devrait aider à mieux prendre en compte ces ressources.

13. Le Secrétariat et les Agences partenaires du FEM mobiliseront également les pays bénéficiaires dans le cadre des discussions sur les programmes-pays, par exemple lors des processus de constitution de portefeuilles nationaux (PCPN)<sup>8</sup>, des ateliers de dialogue national et d'autres discussions et consultations sur mesure, pour aider les pays à concevoir des approches de programmation qui favorisent un meilleur cofinancement.

14. Soulignons toutefois qu'à la lumière de l'expérience du FEM, le recours à une approche de cofinancement excessivement mécaniste – où de hauts ratios de cofinancement deviennent une fin en soi – est peu pratique et peut souvent s'avérer contreproductif. L'obtention d'un haut niveau de cofinancement n'est pas nécessairement un objectif possible ou pertinent dans tous les cas<sup>9</sup>. Pour être efficace, l'approche de cofinancement doit prendre en considération la spécificité des projets financés par le FEM, soit le modèle d'intervention du projet, son domaine d'intervention<sup>10</sup>, son secteur de mobilisation ou les partenaires à mobiliser.

15. Plus précisément, l'imposition généralisée de seuils de cofinancement minimums pourrait dissuader la mise sur pied de projets à fort potentiel de bénéfice environnemental mondial mais à faible perspective de cofinancement. C'est le cas des projets qui assument des niveaux plus élevés de risque (par exemple appuyer de nouveaux venus dans de nouveaux marchés, ou déployer une technologie avancée et non éprouvée) et, souvent, des projets d'assistance technique et des projets d'appui à la réforme des politiques. Enfin, mettre excessivement l'accent sur de hauts ratios de cofinancement peut également causer des retards dans la préparation des projets et nuire à l'efficacité des projets où le facteur temps est primordial<sup>11</sup>.

16. Au vu de ces considérations, le Secrétariat du FEM continuera d'examiner le cofinancement des projets dans son évaluation visant à déterminer si le projet, compte tenu de ses besoins, repose sur un montage financier adéquat. Le Secrétariat n'imposera pas de seuils minimums ni de sources précises de cofinancement dans l'examen des projets individuels ou des programmes de travail.

---

<sup>8</sup> Opération volontaire, dirigée par les pays bénéficiaires du FEM, qui vise à examiner et à proposer la programmation de ressources durant une période donnée de reconstitution de ressources. Cette opération engendre normalement un document-cadre de portefeuille national dans lequel le pays expose comment pourraient être programmées les ressources du FEM allouées par le STAR.

<sup>9</sup> Certains projets fructueux du FEM ont des niveaux de cofinancement relativement peu élevés – par exemple, le projet *Création de zones protégées en Amazonie (ARPA)*, au Brésil, présente un ratio de cofinancement de 1,7/1, tandis que le projet *Introduction de mesures favorables au climat dans les transports*, au Mexique, a un ratio de cofinancement de 1,1/1.

<sup>10</sup> Voir les tableaux de l'annexe 2, indiquant l'écart des ratios de cofinancement par portefeuille entre les divers secteurs d'intervention. Les projets touchant la biodiversité sont souvent moins capables d'attirer un cofinancement, particulièrement sous la forme de prêts et d'investissements privés, que les projets relatifs aux changements climatiques, spécialement dans les secteurs de l'énergie et des transports.

<sup>11</sup> Voir *Technical Document #21: Co-Financing* (18 novembre 2013) du *Cinquième bilan global*, page 9.

17. L'approche décrite ci-dessus trouve écho dans la nouvelle politique proposée (voir l'annexe 1), qui clarifie la définition du cofinancement et d'autres exigences clés.

### **Principales clarifications à la Politique**

18. La clarification des définitions et des exigences est une des principales améliorations que la politique proposée à l'annexe 1 apporte à la politique de 2003. Entre autres clarifications, la nouvelle politique :

- a) Énonce explicitement que le FEM a pour objectifs de chercher un cofinancement pour ses projets.
- b) Adopte une définition plus précise du cofinancement pour les projets par la Caisse du FEM. La nouvelle politique écarte la formulation imprécise du cofinancement comme étant « essentiel à la réalisation des objectifs des projets financés par le FEM », une définition dont la signification s'est avérée difficile à déterminer dans la pratique. La nouvelle politique définit plutôt le cofinancement comme étant « des ressources qui viennent s'ajouter au financement versé par le FEM et ... qui appuient la mise en œuvre du projet financé par le FEM la réalisation de ses objectifs. »
- c) Évite la terminologie prêtant à confusion de la politique de 2003, et notamment les expressions « ressources obtenues par effet de levier », « montage financier essentiel », « ressources mobilisées » et « financement associé », qui ne sont pas toujours utilisées de façon uniforme.
- d) Précise les exigences quant à ce que doivent comprendre les propositions de projets financés par le FEM aux différentes étapes du cycle de projet du FEM.
- e) Met à jour l'explication de la façon dont certaines ressources sont comptabilisées dans la détermination du cofinancement. À ce sujet, la politique de 2003 indiquait que les ressources non engagées dans le cadre du « montage financier essentiel au départ<sup>12</sup>, mais qui sont subséquemment mobilisées » ne peuvent être considérées comme du cofinancement. En pratique, cependant, c'est souvent ainsi que sont mobilisées les ressources du secteur privé et des bénéficiaires du projet. À ce jour, certains projets ont exigé (par exemple au moyen d'exigences de contrepartie ou d'autres éléments de conception du projet), comme condition de participation, que les entités du secteur privé ou les bénéficiaires du projet fournissent des ressources à un niveau pouvant

---

<sup>12</sup> C'est-à-dire au moment de l'agrément par le Directeur général.



être prédit ou estimé à l'étape de l'agrément par le Directeur général<sup>13</sup>. La politique proposée précise que ces ressources sont considérées comme du cofinancement.

## **Mise en œuvre**

19. Le Secrétariat fera rapport sur les ratios de cofinancement dans chaque programme de travail. Il incorporera également dans le Rapport de suivi annuel une section élargie sur le cofinancement, où il fera rapport de façon cumulative sur le cofinancement par la Caisse du FEM, en mettant en évidence le cofinancement par portefeuille, par domaine d'intervention et par pays. Ces renseignements seront basés sur les niveaux de cofinancement indicatifs inclus dans les fiches d'identité du projet (FIP).

20. Après la publication de la politique, le Secrétariat consultera les Agences partenaires du FEM pour déterminer l'opportunité de produire des directives supplémentaires pour mieux étayer l'application de la politique.

---

<sup>13</sup> Effectivement, de telles ressources ont été assimilées à un cofinancement dans des projets. Par exemple, le projet Fonds pour la terre, approuvé par le Conseil en 2007, considérait comme un cofinancement les ressources qui seraient mobilisées durant la vie du projet, au moyen d'une exigence de contrepartie de 3/1. De nombreux projets du secteur privé ont comptabilisé la valeur nette, les emprunts ou les autres ressources dont la mobilisation serait exigée par l'agence durant la mise en œuvre du projet. Enfin, de nombreux projets de collaboration avec des collectivités rurales ont exigé une contribution en liquide ou en nature des bénéficiaires, qui a été comptabilisée comme du cofinancement. Citons notamment le Projet de gestion intégrée des ressources naturelles et de l'environnement de la BAD, aux Philippines (FEM 3980), et le Projet de gestion des bassins versants et des paysages du FIDA, en Érythrée (FEM 3362).



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

POLITIQUE : FI/PL/01  
6 mai 2014

---

ANNEXE 1 : POLITIQUE DE COFINANCEMENT (PROJET)

**Sommaire** : Le projet de politique de cofinancement (annexe 1) : i) fixe les objectifs de cofinancement dans les projets financés par le FEM ; ii) définit la notion de cofinancement dans les projets financés par le FEM ; iii) énonce les principes généraux et les approches de cofinancement à appliquer aux projets financés par le FEM, y compris les modalités de suivi et d'évaluation du cofinancement.

**Contexte** : Cette politique a été approuvée le [date] par le Conseil du FEM. Elle remplace la politique présentée dans le Document du Conseil GEF/C.20/6/Rev.01

**Applicabilité** : Cette politique s'applique aux projets et aux programmes financés par des ressources de la Caisse du FEM et du Fonds de mise en œuvre du protocole de Nagoya (projets financés par le FEM). Elle ne s'applique pas aux projets financés avec des ressources du Fonds pour les pays les moins avancés ou du Fonds spécial pour les changements climatiques.

**Date d'entrée en vigueur** : Cette politique entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Parrains et contact** : Secrétariat du FEM, Équipe « opérations et stratégie ».

## **I. Introduction**

1. Cette politique présente des règles sur le cofinancement des projets et des programmes financés par le FEM, et vise à œuvrer en faveur d'un ratio de cofinancement ambitieux d'au moins 6/1 pour l'ensemble du portefeuille du FEM, et des attentes de plus grand cofinancement dans les pays à revenu moyen de la tranche supérieure qui ne sont pas des petits États insulaires en développement.

## **II. Objectifs**

2. Cette politique énonce les principes en vertu desquels le FEM, en collaboration avec ses partenaires, doit atteindre des niveaux adéquats de cofinancement afin :

- a) d'améliorer l'efficacité et la durabilité du FEM dans la protection de l'environnement mondial ;
- b) de renforcer les partenariats avec les gouvernements des pays bénéficiaires, les entités de financement multilatéral et bilatéral, le secteur privé et la société civile.

## **III. Définition du cofinancement**

3. Le cofinancement des projets financés par le FEM, à l'exclusion des projets financés par le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial pour les changements climatiques, s'entend des ressources qui viennent s'ajouter au financement versé par le FEM et qui proviennent de l'Agence partenaire du FEM elle-même et/ou d'autres sources qui appuient la mise en œuvre du projet financé par le FEM et la réalisation de ses objectifs.

## **IV. Exigences de cofinancement**

4. Le cofinancement est obligatoire pour tous les projets de grande envergure, les projets de moyenne envergure et les programmes-cadres du FEM. Il est facultatif pour les activités habilitantes du FEM.

5. Les propositions de projets et de programmes-cadres financés par le FEM prévoient un cofinancement<sup>14</sup>, comme suit :

---

<sup>14</sup> Le cofinancement escompté ou mobilisé par des entités du secteur privé ou des bénéficiaires du projet durant la période de mise en œuvre mais qui peut, après l'agrément du Directeur général, être comptabilisé comme un cofinancement confirmé si l'agence précise dans le descriptif du projet qu'un tel financement doit être mobilisé durant la mise en œuvre du projet à un seuil minimum bien défini. Souvent, on pourra mobiliser ces contributions en incluant des obligations de contrepartie, ou des éléments similaires, dans la conception du projet.

- a) Tous les projets de grande envergure du FEM qui sont proposés prévoient un *cofinancement indicatif*, pour pouvoir être inclus dans un programme de travail du FEM. À ce stade, le cofinancement indicatif représente une meilleure estimation de la part de l'Agence partenaire du FEM et ne constitue pas encore un engagement.
  - b) Les projets de grande envergure offrent une preuve de *cofinancement confirmé* avant d'être soumis au Directeur général pour examen et approbation.
  - c) Tous les concepts de projets de moyenne envergure prévoient un *cofinancement indicatif* avant d'être soumis au Directeur général pour approbation. Les propositions finales de projet de moyenne envergure offrent une preuve de *cofinancement confirmé* avant d'être soumis au Directeur général pour examen et approbation.
  - d) Tous les programmes-cadres prévoient un *cofinancement indicatif*, pour pouvoir être inclus dans un programme de travail du FEM.
6. Pour les projets proposés et les demandes d'agrément ou d'approbation par le Directeur général, les Agences partenaires du FEM classent le cofinancement prévu dans leurs demandes selon le type et la source du financement. Les types de cofinancement comprennent les financements, les prêts, les garanties et les ressources en nature.
7. Le Secrétariat :
- a) examine les propositions quant à leur conformité aux exigences de la présente politique ;
  - b) établit et tient à jour des formats standards de proposition de projet pour inscrire les données de cofinancement durant les étapes du cycle de projet du FEM ;
  - c) saisit les données de cofinancement dans sa base de données sur les projets et met à jour ces renseignements durant la préparation des projets ;
  - d) entame des discussions avec les pays bénéficiaires et les Agences partenaires pour aider à mettre au point des méthodes de programmation qui, entre autres caractéristiques, visent également à obtenir un plus grand cofinancement.
8. Le Secrétariat n'impose pas de seuil minimum ni de source de cofinancement particulière dans l'examen des projets individuels ou des programmes de travail, puisque le cofinancement n'est pas toujours une option réaliste ou pertinente.

## V. Suivi et évaluation

9. Durant la mise en œuvre et à la clôture des projets, les Agences partenaires du FEM font rapport sur le cofinancement concrétisé, selon la source et le type. Cela inclut les ressources obtenues ou mobilisées durant la mise en œuvre du projet qui viennent s'ajouter au cofinancement confirmé lors de l'agrément par le Directeur général. Toutes ces sources de financement seront comptabilisées comme un cofinancement matérialisé dans les documents de suivi et d'évaluation.

10. Le Secrétariat du FEM surveillera le cofinancement global par portefeuille et fera rapport au Conseil sur les niveaux de cofinancement par le truchement du Rapport de suivi annuel ou de tout autre mécanisme de rapport établi par le Conseil.

## VI. Exceptions

11. Pour ce qui est des exigences énoncées au paragraphe 4, à la demande de Agence partenaire du FEM, le Directeur général du FEM peut, exceptionnellement, donner son approbation ou son agrément à un projet particulier financé par le FEM sans cofinancement, lorsque le projet est traité sur une base urgente et/ou en cas d'autres circonstances imprévues, et lorsque les objectifs du projet peuvent être atteints sans cofinancement. Le Secrétariat du FEM fait annuellement rapport au Conseil du FEM sur les projets du FEM approuvés en faisant l'objet d'une exception à l'obligation de cofinancement.

## VII. Glossaire

1. **Rapport de suivi annuel (RSA) :** Le RSA est une évaluation du portefeuille actif du FEM et est présenté en deux parties au Conseil du FEM. La partie I donne un aperçu des projets du portefeuille en cours d'exécution et est présentée au Conseil à sa réunion de l'automne. La partie II, présentée au Conseil à sa réunion du printemps, contient une évaluation plus approfondie des résultats produits par les projets du portefeuille actif du FEM, des expériences acquises et des leçons tirées, en mettant l'accent sur les projets pour lesquels a été produit un rapport d'évaluation à mi-parcours ou un rapport d'évaluation finale.

2. **Ratio de cofinancement :** Le ratio de cofinancement est le rapport entre d'une part la totalité des ressources fournies pour un projet provenant d'organismes autres que le FEM, et d'autre part le total des ressources du financement versé par le FEM, y compris le financement de projet et les financements pour la préparation de projet. Les activités habilitantes, qui ne nécessitent pas de cofinancement, ne sont pas comptabilisées dans le ratio global de cofinancement du portefeuille.

3. **Cofinancement confirmé** : Cofinancement inclus dans la demande d'agrément/d'approbation par le Directeur général et dont l'Agence partenaire du FEM confirme qu'il sera versé durant la mise en œuvre du projet.
4. **Cofinancement indicatif** : Cofinancement provisoire qui est inclus dans le projet proposé (la fiche d'identité du projet, ou FIP), présenté en vue d'être incorporé à un programme de travail du FEM. Il représente, aux yeux de l'Agence et des entités d'exécution du projet, la meilleure estimation du cofinancement qui fera partie du montage financier final.
5. **Financement du FEM** : Montant total des fonds versés par le FEM au pays bénéficiaire. Inclut le financement de projet du FEM (voir ci-dessous) et le financement pour la préparation de projet.
6. **Financement de projet du FEM** : Montant des fonds du FEM versés pour un projet financé par le FEM, qu'il s'agisse d'un projet de grande envergure, d'un projet de moyenne envergure ou d'une activité habilitante. N'inclut pas les financements pour la préparation de projet ou les frais des entités d'exécution du FEM.
7. **Agence du FEM** : L'une des dix institutions qui avaient été autorisées, à compter de novembre 2010, à recevoir directement des ressources de la Caisse du FEM, soit : la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque interaméricaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds international de développement agricole, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
8. **Agence partenaire du FEM** : L'une ou l'autre des Agences du FEM pouvant demander et recevoir des ressources du FEM directement de l'Administrateur du FEM. Cette catégorie englobe les dix *Agences du FEM* et les *Agences de projet financé par le FEM*.
9. **Agence de projet du FEM** : L'une ou l'autre des institutions agréées par le FEM à recevoir des ressources du FEM pour mettre en œuvre des projets financés par le FEM, autres que les dix Agences du FEM.
10. **Cofinancement matérialisé** : Montant de cofinancement effectivement versé à un projet durant sa mise en œuvre.
11. **Entité d'exécution du projet** : Organisation qui exécutera les projets financés par les ressources du FEM sous la supervision d'une Agence partenaire du FEM. Il peut s'agir d'une Agence gouvernementale nationale ou infranationale, d'une organisation de la société civile, d'une entité du secteur privé ou d'un autre type d'entité chargée d'exécuter le projet.

12. **Promoteur de projet** : Entité qui propose un projet pour lequel un financement est demandé au FEM. Il peut s'agir d'un ministère, d'une Agence relevant d'un ministère, d'une entité du secteur privé ou d'une organisation de la société civile qui propose le projet par l'entremise d'un point focal technique du FEM dans un pays donné.



## ANNEXE 2 : DONNÉES RELATIVES AU COFINANCEMENT

1. Le Secrétariat du FEM a procédé à une analyse du cofinancement, allant de la phase pilote du FEM jusqu'en novembre 2013. Cette analyse couvre les projets de grande ou moyenne envergure financés par la Caisse du FEM, et exclut les projets d'activités habilitantes (AH) et les projets financés par le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial pour les changements climatiques. Les projets d'AH ont été exclus de l'analyse parce qu'ils ne nécessitent pas de cofinancement. Pour faciliter la comparabilité au fil du temps, l'échantillon de pays a été limité aux pays admissibles à recevoir des allocations du STAR durant FEM-5 (ainsi, l'analyse exclut les projets réalisés dans des pays qui étaient admissibles au FEM dans les phases antérieures du FEM, mais qui ne l'étaient pas dans FEM-5).

## COFINANCEMENT AU NIVEAU DU PORTEFEUILLE

2. Les tableaux 1 à 3 ci-dessous présentent les données de cofinancement pour l'ensemble du portefeuille de la Caisse du FEM. Ils présentent les données de financement pour les projets nationaux (un seul pays) et pour les projets d'envergure mondiale et régionale.
3. **Le niveau de cofinancement mobilisé par le FEM et ses partenaires a constamment augmenté** au fil des différentes phases de reconstitution des ressources, comme l'illustre le tableau 1. Le ratio de cofinancement par portefeuille<sup>15</sup> pour les projets de grande envergure et les projets de moyenne envergure de la Caisse du FEM est passé de 2,5 pendant FEM-1<sup>16</sup> à 6,3 pendant FEM-4, pour atteindre 6,8 pendant FEM-5 (jusqu'en novembre 2013).

Tableau 1 : Ratios de cofinancement – De la phase pilote à FEM-5

Période du FEM		Projets de grande envergure	Projets moyenne envergure	Globalement
Phase pilote	Portefeuille	4,1	-	4,1
	Médiane	0,4	-	0,4
FEM-1	Portefeuille	2,5	1,7	2,5
	Médiane	1,0	1,2	1,1
FEM-2	Portefeuille	4,0	2,5	3,9
	Médiane	1,7	1,1	1,3
FEM-3	Portefeuille	4,5	3,1	4,4
	Médiane	2,6	1,3	2,0
FEM-4	Portefeuille	6,6	3,2	6,3

<sup>15</sup> On établit les ratios de cofinancement en comparant le cofinancement des projets aux ressources totales du financement par le FEM, qui inclut à la fois le financement du FEM et les financements pour la préparation de projet.

<sup>16</sup> La phase pilote englobe plusieurs projets faisant l'objet d'un cofinancement très important, résultant principalement de prêts de la Banque mondiale, ce qui fait accroître considérablement le ratio de cofinancement du portefeuille durant cette période.

	<b>Médiane</b>	3,0	1,7	2,7
<b>FEM-5</b>	<b>Portefeuille</b>	6,9	3,9	6,8
	<b>Médiane</b>	4,4	2,6	4,2
<b>FEM-4 et FEM-5</b>	<b>Portefeuille</b>	6,8	3,4	6,6
	<b>Médiane</b>	3,9	1,8	3,4

4. Il faut user de prudence lorsqu'on considère uniquement le ratio de cofinancement par portefeuille, puisque cela peut occulter la forte variabilité des ratios de cofinancement par projet. Par exemple, pour les projets réalisés dans les pays à revenu moyen de la tranche supérieure et à revenu élevé (à l'exclusion des petits États insulaires en développement), les ratios de cofinancement par projet varient d'un minimum de 0 à un maximum de 99/4. En outre, le ratio ne tient pas compte de l'impact que peuvent exercer les projets d'envergure particulièrement importante (c.-à-d. les cas aberrants) qui ont des ratios de cofinancement élevés. Pour permettre de mieux évaluer ces facteurs, le tableau 1 indique les ratios de cofinancement médians<sup>17</sup>. L'influence des cas aberrants s'observe dans le fait que le ratio de cofinancement par portefeuille est considérablement plus élevé que les ratios de cofinancement médians. Le ratio médian par projet est également utile, car il illustre les efforts de cofinancement déployés pour le projet typique et « ordinaire » du FEM.
5. Les ratios de cofinancement ont augmenté dans tous les domaines d'intervention, mais il y a une variabilité considérable d'un domaine d'intervention à l'autre. Depuis la création du FEM, le domaine d'intervention des changements climatiques a présenté le ratio de cofinancement le plus élevé (12,2 dans FEM-5) et comprend environ 50 % du total du cofinancement mobilisé jusqu'à maintenant. Durant FEM-4 et FEM-5, les projets multisectoriels (principalement financés à l'aide de ressources pour la biodiversité et l'atténuation des changements climatiques) sont devenus la deuxième source de cofinancement en importance. Le domaine d'intervention de la biodiversité présente des niveaux de cofinancement plus modestes, mais le ratio du portefeuille s'est également accru au fil du temps. Les ratios de cofinancement dans les domaines d'intervention des substances chimiques ont été plus faibles, ce qui reflète en partie la relative rareté des autres sources de financement pour cet important volet.

**Tableau 2 : Données relatives au cofinancement, par domaine d'intervention**

Phase du FEM	Phase pilote jusqu'à FEM-3		FEM-4 et FEM-5	
Domaine d'intervention	Part du cofinancement	Ratio de cofinancement du portefeuille	Part du cofinancement	Ratio de cofinancement du portefeuille
Biodiversité	21,6 %	2,3	13,6 %	4,0
Changements climatiques	54,1 %	6,7	45,6 %	12,2
Eaux internationales	13,0 %	3,3	10,1 %	8,8
Dégradation des sols	4,3 %	4,7	4,2 %	6,2
Multisectoriel	5,7 %	2,1	20,9 %	4,4
Substances appauvrissant la	0,7 %	1,0	0,1 %	2,4

<sup>17</sup> Ratio de cofinancement médian parmi les projets individuels réalisés durant une période donnée ou à l'intérieur d'un portefeuille donné. Ainsi, durant FEM-5, le nombre de projets au ratio de cofinancement inférieur à 4,2 était égal au nombre de projets ayant un ratio de cofinancement supérieur à 4,2.

couche d'ozone POP	0,6 %	0,8	5,5 %	3,5
<b>Total global</b>	<b>100,0 %</b>	<b>3,7</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6,5</b>

Source : Calculs du Secrétariat basés sur les données du SIGP jusqu'en novembre 2013.

6. **Les gouvernements nationaux ont constitué les principales sources de cofinancement pour les projets du FEM.** Sur les 31,5 milliards de dollars mobilisés en cofinancement par le FEM durant FEM-4 et FEM-5 (jusqu'en novembre 2013), 12,8 milliards de dollars proviennent des gouvernements nationaux, soit environ 41 % de tout le cofinancement. Les Agences du FEM sont la deuxième source de cofinancement en importance avec 8 milliards de dollars durant la période combinée FEM-4-5, soit environ 25 % du cofinancement total durant cette période. Le secteur privé est également une importante source de cofinancement, avec quelque 18 % du cofinancement des projets de grande ou de moyenne envergure. Le reste du cofinancement est mobilisé auprès de sources bilatérales et multilatérales ou des bénéficiaires, de fondations et d'ONG.

**Tableau 3 : Cofinancement par domaine d'intervention et par source – FEM-4 et FEM-5<sup>18</sup>**

(en millions de dollars)

Domaine d'intervention	Gouvernement national	Agence du FEM	Secteur privé	Donneur bilatéral ou multilatéral	Autres	Total
Biodiversité	2 568,3	713,6	155,4	388,89	445,6	4 271,7
Changements climatiques	4 789,9	3 837,0	4 236,8	700,4	817,1	14 381,3
Eaux internationales	1 757,8	576,0	190,1	491,5	166,7	3 182,0
Dégradation des sols	477,6	449,2	22,1	178,3	202,7	1 330,0
Multisectoriel	2 436,2	2 151,6	657,0	869,1	475,7	6 589,6
SAO et POP	731,0	280,1	384,0	273,94	88,6	1 757,6
<b>Total</b>	<b>12 760,9</b>	<b>8 007,5</b>	<b>5 645,3</b>	<b>2 902,0</b>	<b>2 196,5</b>	<b>31 512,2</b>

Source : Calculs du Secrétariat basés sur les données du SIGP jusqu'en novembre 2013.

## ANALYSE PAR GROUPE DE REVENU NATIONAL

7. L'analyse ci-dessous (des pays selon leur catégorie de revenu) ne couvre que les projets nationaux (dans un seul pays) (*à l'exclusion des projets mondiaux et régionaux*, ainsi que des AH), ce qui traduit la difficulté d'attribuer à des pays individuels le cofinancement des projets mondiaux et régionaux. Elle vise uniquement les projets des périodes de reconstitution des ressources pour FEM-4 et FEM-5, afin de broser un tableau plus actualisé du cofinancement.

<sup>18</sup> Ce tableau est axé sur FEM-4 et le FEM-5, pour broser un tableau plus actuel et plus pertinent des sources de cofinancement.

8. **Les ratios de cofinancement sont généralement plus élevés pour les pays à revenu plus élevé.** Le ratio de cofinancement par portefeuille dans les pays à faible revenu (PFR) durant FEM-4 et FEM-5 était de 5,5. Pour les pays à revenu moyen des tranches supérieure et inférieure (PRMS et PRMI), il se situait à 7,7 et 7,1 respectivement (voir le tableau 4 ci-dessous). Les pays à revenu élevé (PRÉ) présentaient le ratio de cofinancement le plus haut par portefeuille, soit 11,6<sup>19</sup>. Les projets aberrants exercent une influence dans toutes les catégories de revenu, comme l'illustre l'écart considérable entre les ratios de cofinancement médians et les ratios de cofinancement par portefeuille. Les PRMS et les PRMI présentent des ratios de cofinancement médians similaires, soit 3,9 et 3,6 respectivement. Le ratio médian atteint un plafond pour les pays à revenu élevé (4,3), et un plancher pour les pays à faible revenu (3,1).

**Tableau 4 : Ratios de cofinancement par groupes de revenu national, FEM-4 et FEM-5**

**(Projet nationaux de grande ou moyenne envergure seulement ; en millions de dollars)**

Catégorie de revenu	Nombre de projets	Financement total du FEM	Cofinancement total	Ratio de cofinancement		
				Portefeuille	Médiane	Maximum
PRÉ	60	264,3 \$	3 070,1 \$	11,6	4,3	41,8
PRMS	371	1 624,3 \$	12 427,9 \$	7,7	3,9	99,3
PRMI	293	998,5 \$	7 104,6 \$	7,1	3,6	86,3
PFR	146	395,9 \$	2 197,0 \$	5,5	3,1	54,1
<b>Total global</b>	<b>870</b>	<b>3 283,0 \$</b>	<b>24 798,5 \$</b>	<b>7,6</b>	<b>3,8</b>	<b>99,3</b>

Source : Calculs du Secrétariat basés sur les données du SIGP jusqu'en novembre 2013.

Note : Les catégories de revenu reposent sur les plus récentes données de la Banque mondiale (<http://data.worldbank.org/about/country-classifications/country-and-lending-groups>). Les petits États insulaires en développement sont inclus dans chaque catégorie lorsqu'il y a lieu.

9. **Le cofinancement des projets portant sur le changement climatique représente une part considérablement plus élevée du cofinancement total dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu.** (Voir le tableau 6 ci-dessous.) Deux facteurs expliquent cette situation. Tout d'abord, les projets sur les changements climatiques occupent une moindre place dans le portefeuille des PFR que dans celui des pays à revenu moyen et des pays à revenu élevé. En outre, le ratio de cofinancement par portefeuille pour les projets relatifs aux changements climatiques est également inférieur dans les PFR que dans les

<sup>19</sup> Il convient de souligner que le groupe des pays à revenu élevé est restreint (seulement dix pays) et assez diversifié, englobant un nombre de petits États insulaires en développement et de pays qui ne sont pas de petits États insulaires en développement.

autres pays. Par contre, le cofinancement mobilisé dans le domaine d'intervention de la dégradation des sols représente la plus grande part du portefeuille dans les PFR. Comme indiqué précédemment (voir le tableau 2), dans tout le portefeuille du FEM, les projets sur les changements climatiques représentent environ 46 % de tout le cofinancement pendant FEM-4 et FEM-5. Pour les PFR, cette proportion est considérablement moins élevée, soit 26 %, alors qu'elle atteint un plafond de 76 % pour les pays à revenu élevé. Cette proportion est respectivement de 55 % et 45 % pour les PRMS et les PRMI.

**Tableau 5 : Contributions au cofinancement par domaine d'intervention, selon le groupe de revenu national, FEM-4 et FEM-5 (projets nationaux de grande ou moyenne envergure seulement)**

	Biodiversité	Changement s climatiques	Eaux internationale s	Dégradatio n des sols	Multisectorie I	SAO et POP	Total
PRÉ	6,1 %	76,2 %	0,3 %	0,0 %	15,6 %	1,8 %	100 %
PRMS	20,3 %	54,7 %	3,6 %	2,0 %	14,4 %	5,0 %	100 %
PRMI	10,6 %	45,1 %	10,6 %	5,8 %	19,2 %	8,7 %	100 %
PFR	21,7 %	26,3 %	0,0 %	26,5 %	23,0 %	2,5 %	100 %

Source : Calculs du Secrétariat basés sur les données du SIGP, jusqu'en novembre 2013.

Note : Les catégories de revenu reposent sur les plus récentes données de la Banque mondiale

(<http://data.worldbank.org/about/country-classifications/country-and-lending-groups>). Les petits États insulaires en développement sont inclus dans chaque catégorie lorsqu'il y a lieu.

**10. Les pays à revenu moyen mobilisent auprès de leurs gouvernements nationaux une part considérablement plus élevée du cofinancement que ne le font les pays à revenu élevé ou à revenu faible.** Dans ces pays, près de la moitié de tout le cofinancement provient du gouvernement national. Par comparaison, dans les PFR la proportion n'atteint que 27 %, ce qui traduit la plus grande disponibilité du cofinancement de la part des Agences du FEM et des autres donateurs. Le rôle du secteur privé atteint un niveau optimal dans les pays à revenu élevé, où, sous l'impulsion des projets relatifs aux changements climatiques, il fournit 29,7 % de tout le cofinancement mobilisé, comparativement à un peu moins de 20 % dans les PRMI et les PRMS et à seulement 6,6 % dans les PFR. Ce constat met clairement en évidence les défis que pose la mobilisation du financement du secteur privé dans les PFR par rapport à ces autres groupes de pays.

**Tableau 6 : Source de cofinancement, par groupe de revenu national, FEM-4 et FEM-5 (projets nationaux de grande ou moyenne envergure seulement)**

	Gouvernement	Agence du FEM	Secteur privé	Donneurs bilatéraux	Autres	Total global
PRÉ	29,3 %	36,7 %	29,7 %	3,4 %	0,9 %	100 %
PRMS	47,0 %	21,1 %	18,1 %	5,3 %	8,6 %	100 %
PRMI	46,1 %	22,8 %	19,0 %	7,6 %	4,5 %	100 %

## ANNEXE 2 : DONNÉES RELATIVES AU COFINANCEMENT

PFR	27,0 %	40,4 %	6,6 %	17,7 %	8,3 %	100 %
-----	--------	--------	-------	--------	-------	-------

Source : Calculs du Secrétariat basés sur les données du SIGP, jusqu'en novembre 2013.

Note : Les catégories de revenu reposent sur les plus récentes données de la Banque mondiale

(<http://data.worldbank.org/about/country-classifications/country-and-lending-groups>). Les petits États insulaires en développement sont inclus dans chaque catégorie lorsqu'il y a lieu.

11. On observe une variation considérable des ratios de cofinancement dans l'ensemble du groupe des pays à revenu moyen de la tranche supérieure et des pays à revenu élevé, comme l'illustre le tableau 7. Alors que six pays présentent un ratio de cofinancement par portefeuille supérieur à 9, un tiers des pays affichent des ratios inférieurs à 4. Le ratio médian varie d'un plafond de 6,8 à un plancher de 1,6.

**Tableau 7 : Ratios de cofinancement pour les pays à revenu élevé et les pays à revenu moyen de la tranche supérieure (à l'exclusion des petits États insulaires en développement), FEM-4 et FEM-5<sup>20</sup>**

		Statistiques relatives au portefeuille, par pays (en millions de dollars)			Ratios de cofinancement			
Catégorie	Pays	Nombre de projets	Financement total du FEM	Cofinancement total	Portefeuille	Médian	Minimum	Maximum
PRÉ	Chili	11	42,9	281,8	6,6	5,1	1,9	15,1
PRÉ	Croatie	2	5,6	17,8	3,2	2,2	1,0	3,4
PRÉ	Guinée équatoriale	2	5,5	44,9	8,2	6,8	2,7	11,0
PRÉ	Fédération de Russie	28	178,8	2 605,1	14,6	4,5	0,0	41,8
PRÉ	Uruguay	10	15,3	61,4	4,0	3,5	1,0	7,6
PRMS	Albanie	5	6,3	30,6	4,8	2,0	0,6	7,8
PRMS	Algérie	3	20,1	62,9	3,1	3,1	2,6	4,0
PRMS	Angola	3	11,0	34,6	3,1	3,1	2,7	3,9
PRMS	Argentine	13	48,0	196,2	4,1	4,3	1,5	7,3
PRMS	Azerbaïdjan	5	15,7	63,7	4,1	2,5	2,0	9,3
PRMS	Belarus	6	20,4	92,6	4,5	4,6	3,2	7,1
PRMS	Bosnie-Herzégovine	4	9,0	23,1	2,6	1,6	1,1	3,3
PRMS	Botswana	5	8,4	42,3	5,0	5,0	1,7	11,8
PRMS	Brésil	20	189,6	988,7	5,2	4,7	1,0	12,7
PRMS	Chine	67	418,3	5 519,4	13,2	5,8	0,0	88,9
PRMS	Colombie	19	75,1	317,6	4,2	3,4	1,1	13,2
PRMS	Costa Rica	9	24,9	96,2	3,9	4,3	1,0	13,8
PRMS	Équateur	14	40,0	146,6	3,7	3,9	1,1	12,9
PRMS	Gabon	1	0,9	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2
PRMS	République islamique d'Iran	6	19,7	73,9	3,7	2,8	1,1	7,0
PRMS	Iraq	2	3,5	13,7	3,9	3,6	2,8	4,4
PRMS	Jordanie	10	19,4	116,7	6,0	3,2	1,0	44,3
PRMS	Kazakhstan	11	51,1	384,5	7,5	6,0	1,3	15,2
PRMS	Liban	6	10,3	35,8	3,5	1,7	1,2	7,7
PRMS	Libye	0	0,0	0,0	s. o.	s. o.	0,0	0,0
PRMS	Macédoine	5	7,1	24,3	3,4	3,9	0,6	4,2
PRMS	Malaisie	8	39,9	168,1	4,2	4,1	2,4	7,7
PRMS	Mexique	23	171,8	1 599,4	9,3	3,8	1,0	99,3
PRMS	Monténégro	6	10,7	105,5	9,9	5,0	1,3	22,2
PRMS	Namibie	8	18,9	67,6	3,6	3,3	0,5	5,8
PRMS	Panama	5	10,5	35,4	3,4	2,4	1,0	7,9
PRMS	Pérou	11	50,4	223,8	4,4	3,5	1,3	9,9
PRMS	Serbie	4	7,1	33,6	4,7	4,7	3,9	6,5
PRMS	Afrique du Sud	12	65,2	552,5	8,5	4,5	1,4	29,4

<sup>20</sup> Ce tableau énumère les 39 pays considérés comme PRMS ou PRÉ par la Banque mondiale et qui a) ne sont pas des États insulaires en développement et b) bénéficient des allocations du STAR. D'après les données de 2012, la Banque mondiale considère comme PRMS les pays dont le revenu intérieur brut (RIB) se situe entre 4 086 dollars et 12 615 dollars. Les PRÉ sont les pays au RIB d'au moins 12 616 dollars. Le tableau inclut les données pour les projets de moyenne ou grande envergure, et exclut les projets d'envergure mondiale ou régionale ainsi que les activités habitantes.

## ANNEXE 2 : DONNÉES RELATIVES AU COFINANCEMENT

PRMS	Thaïlande	12	34,4	157,7	4,6	3,9	2,4	11,7
PRMS	Tunisie	7	42,8	283,3	6,6	6,0	1,1	17,5
PRMS	Turquie	11	44,1	443,9	10,1	3,0	1,1	83,0
PRMS	Turkménistan	3	3,9	46,5	12,0	2,6	0,6	16,8
PRMS	Venezuela	4	20,4	56,1	2,7	3,0	2,1	3,6
<b>39</b>	<b>Total global</b>	<b>381</b>	<b>1 767,2</b>	<b>15 049,5</b>	<b>8,5</b>	<b>4,2</b>	<b>0</b>	<b>99,3</b>